

## Parlement

# Le sort du compromis sur la mobilité reste incertain

## L'issue du débat sur l'initiative sur la priorité aux transports publics et son contreprojet reste mystérieuse

Marc Bretton

Tout est parti d'une initiative Verte munie de 12 000 signatures réclamant la priorité sur les routes pour les transports publics. Ce texte a suscité en réaction un contreprojet, péniblement accouché par certains partis.

### Nombreuses oppositions

Il a donné lieu à un débat animé hier soir au parlement. Car sans être révolutionnaire, le contreprojet suggère de donner la priorité aux transports publics et à la mobilité douce dans les centres des communes suburbaines et au centre-ville, sauf sur les quais et certains axes. «Le reste du réseau demeurerait en l'état», résume le député PDC Bertrand Buchs, rapporteur de majorité. Le contreprojet propose aussi de développer un réseau ferré régional connecté, lié au CEVA,

ainsi que les bus à haute vitesse et les P+R.

Mais cet accord est contesté. Il l'est d'abord par l'UDC, car, résume Patrick Lussi, il bafoue la liberté du choix du mode de transport et «Genève n'a pas un sou pour investir ce qu'il devrait s'il était accepté». Il est contesté aussi par Ensemble à Gauche, le député Pierre Vanek estimant que le texte du contreprojet est «extrêmement touffu, qu'il contient de quoi boire et manger et qu'il soustrait au peuple l'occasion de voter sur une initiative intéressante», les Verts ayant en effet accepté de la retirer si le contreprojet aboutissait.

On a vu ces derniers jours enfin (notre édition du 2 décembre) que la majorité soutenant le contreprojet se fissurait, puisque le PLR envisageait de déposer deux amendements durant le débat, le MCG en annonçant d'autres.

### Accord «ambitieux»

Les Verts, quant à eux, défendent le compromis. «Nous voulons mettre un terme à la guerre des transports en dépolitisant un problème de société», explique Delphine Klopfenstein Brogini. Le texte est de qualité, consensuel, il répond dans les grandes lignes

aux besoins de la mobilité à Genève. Elle signale toutefois que le compromis trouvé ne doit pas être retouché. C'est aussi l'avis du socialiste Thomas Wenger, car

«Nous voulons mettre un terme à la guerre des transports en dépolitisant un problème de société»



Delphine Klopfenstein Brogini  
Les Verts

«l'accord est ambitieux et peut contribuer à résoudre globalement les questions de mobilité dans le canton». Eric Stauffer se lève ensuite: le député MCG défend le compromis et sa logique, qui consiste à ne «pas faire cohabiter tous les modes de transport partout. La différenciation du réseau selon les véhicules permet

de gagner en efficacité.» Le débat avance lentement. Lorsque la cheffe de groupe Béatrice Fontanet annonce que le PLR votera le compromis, on penche pour un succès du contreprojet. Mais elle ajoute aussitôt «que le parti ne tentera de proposer qu'une petite modification qui n'enlève rien au compromis trouvé, en demandant la suppression d'une mesure: le parking payant des deux-roues motorisés». Le PLR abandonne un des amendements qu'il avait annoncés mais maintient l'autre, un avis partagé par Eric Stauffer.

### Divisions internes

Vers 22 h 30, à l'heure où nous mettions sous presse, tout restait encore ouvert. Le PLR allait-il réussir à trouver des alliés pour faire passer sa proposition? Si oui, les Verts maintiendraient-ils leur initiative comme annoncé? Sinon, le contreprojet serait-il refusé? Les pronostics sur la suite du débat sont difficiles. D'autant plus difficiles que l'UDC affiche ses divisions internes, comme le MCG. L'ambiance studieuse du parlement, qui semble hésiter à passer au vote sur les amendements, laisse penser qu'un accord reste possible, mais toujours incertain.



Une tente a été dressée devant la crèche pour les sauveteurs et pour permettre aux parents d'attendre au chaud. AYMERIC DEJARDIN-VERKINDER

## Fuite de monoxyde de carbone dans une crèche

### Une dizaine d'enfants et quatre adultes ont été admis à l'Hôpital pour faire des contrôles

Le dysfonctionnement d'une chaudière dans une crèche située au 56, route de Sauvigny, à Versoix, hier à la mi-journée, a provoqué le déploiement de gros moyens pour venir en aide à la centaine d'enfants et aux vingt adultes qui s'y trouvaient.

Les locaux ont été envahis de monoxyde de carbone. Produit lors d'une combustion incomplète, ce gaz est difficilement repérable car il est incolore, inodore et non irritant. Mais sa toxicité peut être mortelle à haute dose.

«Plusieurs enfants ont été incommodés», relate Jean-Claude Cantiello, porte-parole de la police. Le problème venait d'une chaudière qui a pu être réparée. Dans l'après-midi, quatre adultes ont été conduits à l'Hôpital canton-

nal pour des contrôles. De leur côté, quelque 80 enfants ont subi des contrôles sur place. Dix d'entre eux ont été transférés au Service de pédiatrie des HUG pour des prises de sang.

Quant aux parents, ils attendaient les informations sous la tente dressée devant la crèche. Ils ont été un peu rassurés par les explications d'un médecin du service d'urgence. «Il n'y a aucun cas gravissime», a déclaré ce dernier. Les intoxications sont légères ou modérées.

«Personne ne nous a prévenus, se lamentait de son côté Nathalie, mère d'une fillette âgée de 22 mois. C'est en arrivant pour récupérer nos enfants que nous avons pris conscience de ce qui était arrivé.»

En début de soirée, une trentaine de parents attendaient encore leurs enfants, retenus pour des contrôles à l'intérieur de la crèche. Aymeric Dejardin-Verkinder et Marc Moulin



Chacun a voté pour ou contre la traversée du lac. Résultat? Une égalité parfaite entre les pour et les contre! GEORGES CABRERA

## Le handicap mental ne doit pas empêcher de voter

### Une quinzaine d'usagers des EPI ont participé à un débat avec des députés et visité les institutions, guidés par la chancellerie d'Etat

Un petit attroupement a bravé le froid, hier après-midi dans la cour de l'Hôtel de Ville. Après avoir posé pour une photo souvenir avec la chancellerie d'Etat Anja Wyden Guelpa et ses collaborateurs, une quinzaine d'usagers des Etablissements publics pour l'intégration (EPI) ont profité d'une visite privée de tous les lieux symboliques de la République de Genève.

En sage fille indienne, ces personnes atteintes d'une déficience psychique ou mentale ont gravi la rampe de la tour Baudet et ont eu le privilège de siéger autour de la

table du Conseil d'Etat. Employé d'un atelier adapté pour les handicapés de la Pallanterie, Xavier n'a pas hésité à s'installer dans le fauteuil de François Longchamp, aux côtés du conseiller d'Etat Mauro Poggia, venu accueillir ces visiteurs un peu particuliers. Puis ils ont tous écouté religieusement l'histoire des lieux, évoquée par la cheffe adjointe du protocole, Aline Staerkle.

Arrivés dans la salle du Grand Conseil, ils se sont assis dans les fauteuils des députés pour écouter le président, Antoine Barde, détailler le fonctionnement, parfois agité, du parlement genevois. Plusieurs questions pertinentes ont clôturé cette première partie, suivie d'une visite des hauts lieux. A la salle de l'Alabama par exemple, Xavier, jamais en reste, a répondu

avec pertinence à de nombreuses questions, sous le regard ébahi de certains. «Mais comment tu sais tout ça? lui demande une jeune femme. Parce que je lis, moi, Madame.» Eclat de rire général.

Les participants ont ensuite gagné les locaux du Département de l'instruction publique pour participer à un atelier civique. La plupart d'entre eux ont déjà voté au moins une fois et certains ont fait part de leur expérience. Après la pause, un débat sur la traversée du lac, opposant les députés Jean Romain (PLR) et Thomas Wenger (S) a permis à ces personnes, pour la plupart sensibles et intéressées, de prendre part à la discussion. Au terme de cet après-midi, chacun a voté pour ou contre la traversée du lac, en mettant son bulletin dans une urne. Le résultat du

vote? Une égalité parfaite entre les pour et les contre!

Fruit d'une collaboration entre les EPI et la Chancellerie à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, cette après-midi citoyenne visait à sensibiliser ces personnes, atteintes de déficience, aux droits civiques qu'ils ont la liberté d'exercer. «Je vote même aux européennes», a lancé un jeune Catalan, très au fait de l'actualité suisse et internationale. Pour Alain Kolly, directeur des EPI, et Anja Wyden Guelpa, cette démarche interactive est primordiale. «Ces personnes ont les mêmes droits et devoirs que n'importe quel citoyen, souligne la chancellerie d'Etat. L'intérêt qu'ils manifestent à ces ateliers nous encourage à reconduire l'expérience.» Isabel Jan-Hess

### Université

## 1 chaire

L'Université de Genève accueille une nouvelle chaire Unesco en hydrologie. Les programmes se concentreront sur les enjeux politiques liés à l'eau. Selon le Forum économique mondial, les crises liées à l'or bleu sont au premier rang des risques globaux. L'objectif est d'apporter des clés d'analyse scientifiques dans les débats concernant la gestion de l'eau. L.S.

### Accident

## Motard renversé, la police cherche des témoins

Un automobiliste circule sur le boulevard du Pont-d'Arve, mercredi à 19 h 35. A la hauteur du No 49, il se déplace sur la voie de gauche et aurait ainsi coupé la route à un motocycliste circulant derrière lui. Ce dernier aurait alors chuté, afin d'éviter l'impact. Blessé, il a été admis à l'Hôpital. La police recherche des témoins. Tél.: 022 427 64 50. X.L.

PUBLICITÉ

DANIEL  
BENJAMIN  
GENEVA

Notre vente anniversaire a rencontré un grand succès.

Si vous n'avez pas pu en profiter, nous prolongeons jusqu'au 31 décembre notre vente exceptionnelle de la collection fourrure 2015 avec des escomptes allant jusqu'à 50%

A l'exception de la collection bijoux et robes haute-couture

Daniel Benjamin S.A., 5 rue Céard, 1204 Genève, tél. 022 311 36 87

www.danielbenjamineneva.com